Union Nationale Interprofessionnelle des Retraités et retraitées
Union syndicale Solidaires

Union syndicale Solidaires Retraités Retraitées

31 rue de la Grange aux Belles 75010 Paris
Tél : 01 40 18 18 12 - unirs@solidaires.org - www.solidaires.org/

Communiqué de presse

Paris, le 3 mai 2019

Les personnes retraitées ont besoin de services publics. Elles vont le rappeler le 9 mai 2019.

Le gouvernement Macron, dans de nombreux domaines, poursuit et accentue la politique menée par ses derniers prédécesseurs. Les personnes retraitées le vivent très directement avec les mesures prises à leur encontre : gel des pensions, augmentation de la CSG, absence de moyens pour une prise en charge collective et solidaire des dépenses liées à la perte d'autonomie, etc. En ceci, il s'inscrit totalement dans le projet politique précisé par Denis Kessler en octobre 2007 *« Il s'agit de défaire le programme du Conseil National de la Résistance »*. La première Loi de Finances votée « sous » Emmanuel Macron est une caricature d'une politique faite pour les très riches : baisse de l'impôt sur les sociétés, plafonnement à 12,5 % de l'imposition des revenus des actionnaires (dividendes) et suppression de l'ISF sur les patrimoines mobiliers (portefeuilles boursiers d'actions et d'obligations). Et, pendant le même temps, il bloque les retraites, augmente la CSG, baisse les aides au logement, supprime des administrations et des services publics, etc. Depuis, il poursuit systématiquement cette politique de casse de l'Etat social, au service des classes possédantes. Il complète ce qu'a commencé François Hollande avec ses attaques contre le droit du travail : il faut savoir que chaque fois que le droit des salariés diminue dans l'entreprise, c'est le droit des actionnaires qui augmente. Et il persévère également dans la remise en cause de l'Etat social, avec notamment la politique de casse des administrations et des services publics, la privatisation de toutes les activités pouvant être rentables pour des investisseurs privés.

Les personnes retraitées ont besoin de services publics, particulièrement en matière de santé. Il est indispensable de mettre en place un grand service de l'aide à l'autonomie, à domicile comme en établissement (EHPAD). Au lieu de cela, le gouvernement actuel réduit les crédits alloués à la construction d'EHPAD publics, laissant ainsi ce secteur ouvert aux investisseurs privés pour y réaliser des profits, imposant aux personnes âgées d'aller dans les établissements privés, plus chers. Les fermetures d'hôpitaux de proximité se poursuivent. La désertification de certaines régions ne concerne pas que le secteur médical, sanitaire et social, et pas que « les campagnes ». Une partie de plus en plus importante de la population n'a plus de services publics postaux, fiscaux, de police, de gendarmerie, de transports, accessibles et à proximité. De plus en plus souvent,

l'éloignement physique s'accompagne d'une très forte déshumanisation : les hommes et les femmes derrière les bureaux, les guichets, les téléphones, sont remplacés par des automates, des répondeurs automatiques, des écrans d'ordinateurs, etc., où plus particulièrement les personnes âgées sont totalement déboussolées.

L'Union Nationale Interprofessionnelle des Retraité-e-s Solidaires (UNIRS) est totalement opposée à ces choix politiques et idéologiques. Dans ce domaine, comme dans les autres domaines, elle estime que la mobilisation des citoyens est indispensable pour modifier le rapport de forces. Par leurs actions tenaces menées depuis juin 2014, neuf organisations de retraité-e-s ont tout de même pu faire un peu infléchir la politique de Macron (qui vient d'annoncer, par exemple, que la non indexation des pensions inférieures à 2 000 euros cesserait au 1er janvier 2020 et au 1er janvier 2021 pour toutes les autres). Tout ceci ne change pas une politique faite pour les très riches, mais nous montre au contraire qu'il faut accentuer la pression. Avec un aplomb rarement atteint par un Président de la République, M. Macron nous a en effet annoncé que la leçon qu'il tirait de la période, et particulièrement des débats menés dans le pays, que son gouvernement avait pris les bonnes orientations, et qu'il fallait donc poursuivre, et plus vite, et plus fort ! C'est la leçon que nous retenons également de la période : poursuivre nos résistances et nos actions, plus vite et plus fort !

L'UNIRS invite les personnes retraitées à participer aux manifestations unitaires appelées par les organisations syndicales de la Fonction publique pour le jeudi 9 mai 2019, partout dans tout le pays. Il est important que les retraité-e-s, usagers des services publics, fassent entendre leurs demandes et leurs besoins dans ces domaines. A Paris, la manifestation aura lieu à partir de 14 h00, départ de la Place Denfert-Rochereau pour aller vers les Invalides.